



UNION DES
RÉVOLUTIONNAIRES
COMMUNISTES DE
FRANCE



Honneur à Nelson Mandela !

L'URCF exprime ses condoléances respectueuses au peuple sud-africain, à l'African National Congress, à la COSATU et au PC d'Afrique du Sud à l'occasion de la mort du Président Nelson Mandela, personnalité éminente du Mouvement de Libération Nationale.

Depuis sa jeunesse jusqu'à sa mort, Mandela a personnifié la lutte pleine de sacrifices du peuple d'Afrique du Sud contre le régime colonial-fasciste d'apartheid soutenu par les pays impérialistes à la tête duquel étaient les États-Unis, le Royaume Uni et la France. Dirigeant de la jeunesse de l'ANC, au côté d'Oliver Tambo, il va contribuer à renouveler la stratégie et la tactique de l'ANC, tant dans les méthodes de lutte que dans les perspectives, qui se concrétiseront en 1956 avec l'historique Charte de la Liberté, définissant la nature du régime d'apartheid, expression du colonialisme de type spécial subi par l'Afrique du Sud et dont la libération déboucherait sur une Afrique du Sud non raciale et démocratique.

Face aux crimes sanglants du régime, il prend l'initiative, après le massacre de Sharpeville et l'interdiction des organisations démocratiques de libération, en union avec le Parti communiste, et au côté de Walter Sisulu, Gowan Mbeki, Bram Fischer, de lancer la lutte armée en créant l'Umkhonto We Sizwe. Lors du procès de Rivonia, après son arrestation et celle d'une partie de la direction clandestine, il utilisera le procès comme une tribune pour dénoncer à la face du monde le régime d'apartheid et faire connaître les objectifs progressistes de la Charte de la Liberté. Et pendant 27 ans, Nelson Mandela et ses camarades, sauvés de la peine de mort grâce à la mobilisation des forces progressistes du monde, vont subir les rigueurs des geôles de l'apartheid.

Il faut rappeler aujourd'hui que se tourne une page de l'histoire de la libération de l'Afrique du Sud, que pendant ces 27 années, les gouvernements occidentaux membres permanents du Conseil de Sécurité (USA, France et UK) ont systématiquement opposé leur veto à la mise en place des sanctions globales et obligatoires de la Charte des Nations Unies contre le gouvernement d'apartheid. Qu'ils lui ont toujours trouvé des excuses, condamnant l'ANC pour son « intransigeance », mais coopérant avec Prétoria pour assurer non seulement son ravitaillement énergétique mais aussi pour lui fournir la technologie et l'arme nucléaire.

Il faut rappeler qu'en 1981 une des premières prises de position du nouveau gouvernement français en politique internationale, dirigé par le Parti socialiste après l'élection de François Mitterrand, fut de refuser de soutenir les sanctions globales, ce que confirmèrent par la suite les gouvernements Mauroy, Fabius et Bérégovoy, continuant leur collaboration avec le régime criminel, malgré quelques mesures purement cosmétiques. Comment ne pas l'évoquer aujourd'hui, alors que le président de la République et le ministre des affaires étrangères, Laurent Fabius, prêchent la modération et les concessions au peuple palestinien, condamnant le recours à la lutte armée, mais réclament les sanctions globales et obligatoires contre la République Arabe Syrienne, dont ils arment les forces terroristes sur son territoire, ou alors qu'ils tentent de saboter des solutions écartant la guerre contre l'Iran ?

Et comment ne pas rappeler aujourd'hui que la social-démocratie française a été, dans le courant international qu'elle représente, celle qui n'a pas participé, à l'exception d'individus isolés, aux luttes contre l'apartheid et ses agressions contre les pays de la Ligne de Front, pas même à celles pour la libération des prisonniers politiques et plus particulièrement pour la libération de Nelson Mandela ?

Aujourd'hui, on voit les dirigeants anciens et nouveaux des partis de droite, de la social-démocratie de ce pays, rendre hommage à Nelson Mandela et à son combat. Mieux vaut tard que jamais, mais si tout ce beau monde avait, de 1948 à 1990, participé aux manifestations populaires, exigé la libération des prisonniers politiques, réclamé et mis en œuvre les sanctions de l'article 22 de la charte des Nations Unies, aidé l'ANC dans son combat, Mandela n'aurait pas fait 27 ans de prison, le peuple sud-africain n'aurait pas connu le long calvaire de l'apartheid, la mort de milliers de ses enfants et les difficultés immenses qui sont les siennes aujourd'hui pour en éradiquer l'héritage.

Quant à nous, militants communistes, nous sommes fiers d'avoir participé à ce combat et saluons en Nelson Mandela le représentant du plus ancien mouvement de libération nationale du continent africain et celui qui a conduit la bataille victorieuse pour en renverser la dernière colonie.

Gloire à la mémoire de Nelson Mandela !

Amandla Ngua Wetu ! Le Pouvoir au Peuple !

A lotta continua ! A Vitoria e certa !

Paris, le 6 décembre 2013

Pour le Comité central de l'URCF

Jean Luc Sallé, Secrétaire Général



Maurice Cukierman, Secrétaire International, ancien président de l'Association des Amis de l'ANC en France.

